COMPTE-RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL du mardi 22 septembre à 19h30

L'an deux mil vingt, le vingt-deux septembre, à dix-neuf heures trente minutes, le Conseil Municipal, légalement convoqué le 15 septembre 2020, s'est réuni à la salle de réunion de l'Espace Animation, en séance publique, dans la salle des délibérations, sous la présidence de Monsieur Didier GUERINOT, Maire, qui déclare la séance ouverte.

Présents : Didier GUERINOT, Karine LEBLOND, Lionel CHOLLET, Aurélie LEFRANCOIS-LOISEL, Rodolphe PELLETIER, Béatrice QUEMIN, Jérôme LE ROUX, Jean-Marie DELAVALAUD, Angélique BARRIERE, Rémy BLANCHARD, Marion FORET, Patrick FRERET, Isabelle STIEVENARD, David ROUZE, Antoine DAVID.

Absent(s) : /

Absent(s) excusé(s) : Vanessa MIRABEL, Sandrine SEZNEC, Paulin DELAMARE, Sylvie MORIN

Pouvoir (s) : Sandrine SEZNEC donne pouvoir à Angélique BARRIERE ; Paulin DELAMARE donne pouvoir à Didier GUERINOT ; Sylvie MORIN donne pouvoir à Isabelle STIEVENARD.

Le compte-rendu du Conseil Municipal du 7 juillet 2020 est approuvé à l'unanimité.

Monsieur Jean-Marie DELAVALAUD est désigné secrétaire de séance et l'accepte.

Monsieur Le Maire informe les membres du Conseil Municipal que Madame Aurélie LEFRANCOIS-LOISEL ne pourra pas être présente pour les sénatoriales du dimanche 27 septembre 2020 en raison d'obligations professionnelles et qu'elle sera remplacée par Madame Béatrice QUEMIN.

Par ailleurs, Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'un nouveau point est à intégrer à l'ordre du jour suite à la démission d'un conseiller municipal.

ORDRE DU JOUR :

1. Installation d'un nouveau conseiller municipal
2. Désignation des membres de la Commission Communale des Impôts Directs (CCID)
3. Désignation du représentant du Conseil Municipal à la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT)
4. Désignation des représentants du Conseil Municipal aux commissions de l'Agglomération Seine-Eure
5. Convention 30 millions d'amis
6. Convention VRD Collège
7. Avenants au marché « Transfert de la Mairie dans les locaux de la perception »
8. Avenants au marché « Rénovation énergétique de la salle Bernard Gillet et accessibilité des bâtiments communaux »
9. Ressources Humaines
10. Frais de scolarité
11. Frais de restauration
12. Convention des « Deux Airelles »

2020-09-01 Installation d'un nouveau conseiller municipal

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que, par courrier reçu en date du 18 septembre 2020, Madame Vanessa Mirabel l'a informé de sa volonté de démissionner de ses fonctions de conseiller municipal à compter de réception de son courrier.

Conformément à l'article L 2121-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette démission est définitive et Monsieur le Préfet de l'Eure en a été informé ce jour.

Conformément à l'article L 270 du code électoral, Madame Valérie Crestée, suivant immédiat sur la liste 2020 « Continuons ensemble » dont elle faisait partie lors des dernières élections municipales, est installée en qualité de conseillère municipale.

Monsieur le Maire lui souhaite la bienvenue au nom de l'ensemble du Conseil Municipal.

2020-09-02 Désignation des membres de la Commission Communale des Impôts Directs (CCID)

Suite au Conseil Municipal du 9 juin dernier, Monsieur le Maire a été informé en date du 6 juillet 2020 par la Direction Générale des Finances Publiques de la nécessité de transmettre 24 noms et non 12 comme proposés dans la délibération.

Monsieur le Maire sera le Président de la commission qui sera composée de 12 membres, 6 titulaires et 6 suppléants.

Aussi, le Conseil Municipal a établi la liste de proposition des personnes appelées à siéger à la Commission Communale des Impôts Directs (CCID) comme suit

- + Madame Chollet Dominique
- + Madame Lecoœur Renée
- + Monsieur Boufflet Régis
- + Monsieur Dumontier Jean
- + Monsieur Biavardi Patrice
- + Monsieur Piednoel Alain
- + Madame Garnier Françoise
- + Monsieur Bausière Philippe
- + Monsieur Revelle Cédric
- + Monsieur Meslin Marc
- + Monsieur Vicaire Didier
- + Monsieur Malherbe David
- + Monsieur Wesley Yvon

Ces personnes s'ajoutent aux onze élus proposés le 9 juin dernier à savoir :

- + Monsieur Patrick FRERET
- + Monsieur Jérôme LE ROUX
- + Monsieur Jean-Marie DELAUAUD
- + Monsieur Rodolphe PELLETIER
- + Monsieur Rémy BLANCHARD
- + Monsieur Paulin DELAMARE
- + Monsieur David ROUZE
- + Madame Marion FORET
- + Madame Sylvie MORIN
- + Madame Isabelle STIEVENARD
- + Madame Béatrice QUEMIN

2020-09-03 Désignation du représentant du Conseil Municipal à la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT)

Monsieur le Maire expose que la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT) est composée d'au moins un membre de chaque Conseil Municipal des communes de l'agglomération Seine-Eure. A ce titre, il convient donc de désigner un représentant du Conseil Municipal de La Saussaye.

Monsieur le Maire se porte candidat.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts,
Vu la délibération du 12 septembre 2019 du Conseil Communautaire fixant le nombre de représentants de chaque commune au sein de la CLECT,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide de nommer Monsieur Le Maire en tant que représentant de la commune à la Commission Locale d'Évaluation des Charges Transférées (CLECT).

2020-09-04 Désignation des représentants du Conseil Municipal aux commissions de l'Agglomération Seine-Eure

Suite à la réception du tableau de l'agglomération Seine-Eure, Monsieur le Maire a transmis celui-ci aux membres du Conseil Municipal pour qu'ils puissent choisir les commissions auxquelles ils souhaitent participer.

Monsieur le Maire précise, qu'après consultation de Monsieur Régis Petit, DGS de l'Agglomération Seine-Eure, les membres du CCAS peuvent participer aux commissions également. Ainsi, Monsieur Leconte, récemment retraité, prendra part à la commission des gens du voyage, sujet qu'il connaît bien et Monsieur Loisel serait intéressé pour prendre part à une commission également.

Par ailleurs, Monsieur le Maire se renseignera aussi sur la commission relative au contrat de santé local qui n'apparaît pas sur le tableau et qui représente néanmoins un sujet important pour les collectivités.

Chaque conseiller ayant fait ses choix ou décidé de ne pas prendre part à ces commissions, le tableau sera transmis à l'Agglomération Seine-Eure pour enregistrement.

2020-09-05 Convention 30 millions d'amis

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal qu'il souhaite réguler la population des chats libres.

A ce titre, la Fondation 30 millions d'amis a été contactée afin de connaître les mesures envisageables. Il apparaît que la solution idéale est la stérilisation des chats concernés car elle permet la stabilisation de la population féline.

Afin de répondre à la demande de la commune, la Fondation 30 millions d'amis propose une convention de partenariat permettant la participation de cette dernière à hauteur de 50% du coût de stérilisation. La commune choisit le vétérinaire pour procéder à la stérilisation, capture le ou les chat(s) concerné(s) et verse à la Fondation la moitié du coût de stérilisation.

La fondation se charge ensuite de régler la prestation du vétérinaire.

Aussi, Monsieur le Maire propose tester le dispositif et de signer cette convention qui prendra effet à sa date de signature et se terminera le 31 décembre 2020. Deux chats ayant été identifiés seront ainsi stérilisés.

Madame Karine Leblond rappelle que la gestion des populations félines, au même titre que la gestion des animaux errants, est une obligation des communes.

Monsieur Jean-marie Delavaud souhaite savoir si d'autres animaux peuvent être inclus dans cette convention. Monsieur le Maire précise que ce n'est pas le cas pour le moment et que la Direction Départementale de la Protection des Populations a une mission de récupération et de gestion des animaux abandonnés.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à signer ladite convention et mettre en œuvre la procédure pour les deux chats identifiés.

2020-09-06 Convention VRD Collège

Monsieur le Maire présente la convention tripartite relative aux travaux d'aménagement de la desserte du collège de La Saussaye (Agglomération Seine-Eure, Département de l'Eure et commune de La Saussaye) dont la réception aura lieu le 24 septembre 2020.

Le montant total des travaux s'élève à 560.000 € HT réparti comme suit :

- ✚ Département de l'Eure (50%) : 280 000,00 €
- ✚ Agglomération Seine-Eure (33.75%) : 189 000,00 €
- ✚ Commune de La Saussaye (16.25 %) : 91 000,00 €

Le paiement des prestations sera réalisé à hauteur de 20% en 2020, 50% en 2022 et 30% en 2023.

La commission technique a validé de manière informelle la convention.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à signer ladite convention et à inscrire aux budgets des années 2022 et 2023 les dépenses correspondantes.

2020-09-07 Avenants au marché « Transfert de la Mairie dans les locaux de la perception »

Monsieur le Maire présente les avenants relatifs au marché du transfert des locaux de la Mairie vers la perception pour validation :

Lot 3 – Peinture et revêtement de sols :

Moins-value – Retrait des travaux de la salle de réunion et des archives

Montant HT : - 2650.00 € / Montant TTC : -3180.00 €

Lot 4 – Plomberie, Chauffage, Ventilation :

Séparation des réseaux d'eau chaude entre mairie et logement, fourniture et pose d'un ballon d'eau chaude et raccordements ballon et sanitaires

Montant HT : 1326.13 € / Montant TTC : 1591.36 €

Lot 5 – Electricité :

Pose de l'alarme intrusion et éclairage du bureau du fond

Montant HT : 1520.00 € / Montant TTC : 1824.00 €

Soit un total de plus-value de : 196.13 € Ht / 235.36 € TTC

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à signer les avenants présentés.

Monsieur le Maire invite tous les membres du Conseil Municipal à venir visiter les nouveaux locaux qui apportent un meilleur confort de travail au personnel administratif et un espace plus accueillant pour nos administrés.

2020-09-08 Avenants au marché « Rénovation énergétique de la salle Bernard Gillet et accessibilité des bâtiments communaux »

Avant toute chose Monsieur le Maire souhaite remercier Monsieur Lionel Chollet et Monsieur Rodolphe Pelletier pour leur investissement dans la gestion de ce marché important ainsi que Monsieur Jean-Marie Delavaud pour sa participation active à quelques travaux de démolition.

Lot 1 – Désamiantage :

Option remplacement de chaudière + dépose de la faïence et de la colle dans les sanitaires

Montant HT : 4220.00 € / Montant TTC : 5064 €

Lot 2 – Couverture et étanchéité :

Moins-value : Retrait des travaux de bardage, des crochets d'entretien et des rives latérales

Montant HT : - 4635.00 € / Montant TTC : - 5562.00 €

Lot 3 – Bardage :

Moins-value sur le bardage et retrait des plaquettes et modification de l'isolant

Montant HT : 1300.50 € / Montant TTC : 1560.60 €

Lot 4 – Menuiseries extérieures :

Dépose de la surélévation de toiture

Montant HT : 779.80 € / Montant TTC : 935.76 €

Lot 5 – Menuiseries, plafonds et cloisons :

Cheminement technique chevêtres, dépose des portes intérieures, suppression des mains courantes, garde-corps à l'accès à la scène, abaissement du plafond

Montant HT : 7930.00 € / Montant TTC : 9516.00€

Lot 6 – Revêtement de sols et peinture :

Complément de peinture et de toile de verre, ajout de chants plats, dépose de cloisons intérieures, nettoyage et peinture du soubassement

Montant HT : 8770.48 € / Montant TTC : 10524.58 €

Lot 7 – Plomberie, chauffage et ventilation :

Modification du réseau d'alimentation gaz, appareils sanitaires PMR de l'école et de l'espace Dolpierre

Montant HT : 6583.95 € / Montant TTC : 7900.74 €

Lot 8 – Electricité :

Multiplés modifications de l'installation électrique avec remplacement ou suppression

Montant HT : -9355.00 € / Montant TTC : -11226 €

Soit un total de plus-value de : 15 594.73 € Ht / 18 713.68 € TTC

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, autorise Monsieur le Maire à signer les avenants présentés.

Néanmoins, Monsieur Patrick Fréret s'interroge sur le nombre d'avenants présentés et remet en question les compétences de l'architecte en charge du dossier.

Monsieur Lionel Chollet précise qu'il reste encore quelques travaux à réaliser qui feront l'objet d'avenants tel que le tuyau d'alimentation en eau potable de la salle Bernard Gillet qui est oxydé et doit être remplacé.

En ce qui concerne, la défense incendie, Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que la borne à incendie est à moins de 40m et qu'elle a un débit de 120 m3 par heure contre 60 m3 demandés par la réglementation.

Enfin, le faux-plafond endommagé suite à des infiltrations d'eau sera remplacé par les agents de la commune car les entreprises refusent d'assumer leur part de responsabilités dans ce dossier et que la commune est contrainte de clôturer ce chantier avant le 31/10/2020 pour percevoir ses subventions.

Une déclaration de sinistre pour une prise en charge de ses travaux retarderait la fin de chantier.

2020-09-09 Ressources Humaines**1°) Création d'un poste d'adjoint technique :**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26.01.1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,

Vu le budget communal,

Vu le tableau des effectifs,

Considérant le départ d'Hélène Chenard pour reconversion suite à un contrat CUI d'un an,

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal qu'il convient de renforcer l'équipe des agents techniques rattachés à l'école. Aussi, à ce titre il propose de créer un poste d'adjoint technique pour une durée hebdomadaire de 35h00.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal décide la création d'un poste d'adjoint technique à temps complet avec effet au 15 septembre 2020. La création de ce poste, est devenue nécessaire afin de répondre à l'accroissement des tâches qui incombent à l'administration municipale. Les crédits nécessaires sont prévus au budget communal.

2°) Augmentation de la durée hebdomadaire de service

Vu le Code Général des Collectivités Territoriale,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;
Vu le décret n°2008-463 du 15 mai 2008 modifiant le décret n°90-788 du 6 septembre 1990 relatif à l'organisation et au fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires ;

Considérant le départ d'Hélène Chenard pour reconversion suite à un contrat CUI d'un an,

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal qu'il convient de renforcer l'équipe des agents techniques rattachés à l'école et propose d'augmenter la durée hebdomadaire de service du poste d'adjoint technique, occupé à ce jour par Madame Dolores Aubert, de 28h00 à 35h00.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal valide l'augmentation du poste d'adjoint technique de 28h00 à 35h00.

3°) Suppression de poste

Monsieur Le Maire informe l'assemblée que, conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés et supprimés par l'organe délibérant de la collectivité.

Aussi, compte tenu du départ de Madame Isabelle Grégoire suite à une mutation au sein de la mairie du Neubourg, il convient de supprimer à compter du 1^{er} septembre 2020 le poste d'attaché territorial.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal valide la suppression du poste d'attaché territorial à compter du 1^{er} septembre 2020.

4°) Création d'un poste de rédacteur principal

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,
Vu la loi n° 84-53 du 26.01.1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction publique territoriale,
Vu le budget communal,
Compte tenu du départ de Madame Isabelle Grégoire,

Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal qu'il convient de créer un poste de rédacteur principal à compter du 1^{er} novembre 2020 afin de permettre le recrutement de Madame Jennifer Lefebvre pour assurer les fonctions de secrétaire générale.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal valide la création d'un poste de rédacteur principal à compter du 1^{er} novembre 2020. Les crédits nécessaires sont prévus au budget communal.

2020-09-10 Frais de scolarité

Monsieur le Maire présente le tableau des frais de scolarité de l'année 2019-2020 (Cf. powerpoint de la commission des finances du 9 septembre dernier) qui montre, en particulier, une augmentation sur les critères suivants :

- Personnel technique : Une meilleure intégration de l'ensemble du temps passé au sein des écoles.
- Différents travaux : Le coût de l'entretien des espaces verts des écoles a été intégré.
- Produits d'entretien : Une augmentation importante des achats sur l'année scolaire passée. La méthodologie de validation des commandes a été revue pour cette année.

L'analyse des coûts détermine un montant de 820.56 € de frais de fonctionnement par enfant.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal valide le montant des frais de scolarité comme présentés, à savoir 820.56 €, et autorise Monsieur le Maire à procéder aux facturations des différentes communes concernées.

Monsieur David Rouzé précise qu'il est plus économe d'utiliser des produits multi-usages et d'utiliser de nouvelles techniques telles que privilégier les mop aux balais traditionnels.

Monsieur le Maire propose d'inverser les points 11 et 12 de l'ordre du jour pour respecter une certaine cohérence au niveau des sujets traités.

2020-09-11 Convention des « Deux Airelles »

Monsieur le Maire rappelle que l'Agglomération Seine-Eure, en partenariat avec la Régie des Deux Airelles (Ville de Louviers), a délibéré en septembre 2019 pour la création d'un service commun de restauration collective. Les objectifs du service commun sont les suivants :

- Proposer à l'échelle du territoire une alimentation de qualité, avec une priorité donnée aux produits biologiques issues de circuits courts d'approvisionnements,
- Harmoniser la prestation alimentaire des membres du service commun,
- Permettre aux membres du service commun de participer activement au projet de restauration portée par la cuisine centrale de Louviers, et l'Agglo Seine-Eure, par une approche concertée et collective,
- Optimiser le rapport qualité-prix des repas servis aux convives des membres du service commun.

Suite aux réunions de la commission des finances et de la commission scolaire à laquelle les parents d'élèves ont été conviés, Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que la régie des deux airelles a visité les deux restaurants scolaires de la commune pour rencontrer le personnel et voir le matériel et les moyens pour livrer au mieux les repas.

Monsieur le Maire propose donc l'adhésion de la commune à compter du 1^{er} octobre 2020 au service commun de la restauration collective.

Vu la loi n°2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales portant notamment création des services communs,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) et notamment ses articles L.5211-4-2 encadrant les modalités de création et de gestion des services communs et D5211-16 encadrant le remboursement des frais de fonctionnement du service,

Vu la délibération n° 2019-158 de l'EPCI Seine Eure Agglomération -Convention de mise en place d'un service commun de restauration collective – Autorisation

Vu la délibération n° 19-104 de la ville de Louviers – Convention de mise en place d'un service commun de restauration collective et de ses annexes

Vu la délibération n° 19- 010 de la régie des 2 Airelles – Convention de mise en place d'un service commun de restauration collective et de ses annexes

Vu l'avis du Comité Technique en date du 13 juin 2019

Vu le rapport de présentation de la convention de service commun et ses annexes,

Considérant que la cuisine centrale est actuellement gérée par la Régie des Deux Airelles, établissement public rattaché à la Ville de Louviers,

Considérant les travaux préparatoires menés par la Communauté d'Agglomération Seine-Eure et par la Ville de Louviers, propriétaire de la cuisine centrale,

Considérant qu'au terme d'échanges multiples avec les communes intéressées, l'adhésion au service commun est proposée,

Considérant que la création du service commun, outil de mutualisation, s'opère dans les conditions prévues à l'article L5211-4-2 susvisé,

Considérant le projet de convention de service commun et ses annexes,

Entendu ce rapport,

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **Approuve l'adhésion de la commune au service commun au 1er octobre 2020,**
- **Autorise Monsieur le Maire à signer le projet de convention de service commun et ses annexes,**
- **Décide de dégager les crédits nécessaires au remboursement des frais de fonctionnement du service commun, dans les conditions de la convention de service commun susvisée,**
- **Autorise Monsieur Le Maire à signer toutes pièces administratives afférentes.**

Madame Isabelle Stievenard souhaite savoir si le délai de résiliation de la convention qui est de 8 mois a pu être réduit. Monsieur le Maire informe les membres du Conseil Municipal que cela n'est pas possible car il s'agit d'une volonté de garantir un équilibre financier. En effet, le délai de huit mois permet de calculer le coût de revient d'un repas de cantine au départ de la commune résiliant la convention et de permettre aux autres communes d'anticiper la hausse mais aussi d'avoir le temps nécessaire pour trouver d'autres collectivités pour éviter cette hausse tarifaire.

Monsieur David Rouzé souhaite savoir si la régie des deux airelles a fait des remarques sur le matériel en place et sur de possibles investissements nécessaires. Monsieur le Maire répond que le matériel en place est tout à fait adapté et qu'il ne sera pas nécessaire d'investir. Néanmoins, suite à une remarque de l'agent en charge de la restauration de l'école maternelle, il semble opportun d'envisager le remplacement du lave-vaisselle pour avoir du matériel professionnel plus rapide. Une étude est en cours avec l'entreprise G'froid.

2020-09-12 Frais de restauration

Monsieur le Maire présente le tableau des frais de restauration de l'année 2019-2020 (Cf. powerpoint de la commission des finances du 9 septembre dernier et celui de la commission scolaire du 16 septembre 2020). Le prix de revient d'un repas est de 5.70 €. Celui-ci n'est pas très représentatif compte tenu du confinement du printemps dernier.

Pour mémoire, le prix d'un repas de cantine est de 3.19 € pour les saulcéens et de 4.33 € pour les enfants extérieurs (communes conventionnées et autres).

Suite aux réunions de la commission des finances et de la commission scolaire à laquelle les parents d'élèves ont été conviés, le changement de tarification a été validé de manière informelle.

Aussi, Monsieur le Maire propose, à compter du 1er octobre 2020, une modification des tarifs de cantine comme suit :

Structure de prix de vente proposée 2020 -2021							
		prix payé par les parents		Contribution communale		TOTAL	
		2019 -2020	2020 -2021	2019 -2020	2020-2021	2019 -2020	2020-2021
REPAS	Enfants de La Saussaye	3,19	3,69			3,19	3,69
CLASSIQUES	Enfants des communes conventionnées	3,19	3,69	1,14	1,5	4,33	5,19
	Autres Enfants	4,33	5,19			4,33	5,19
REPAS	Enfants de La Saussaye	1,84	1,84			1,84	1,84
Type PAI	Enfants extérieurs à La Saussaye	2,48	2,48			2,48	2,48

Paï = Projet d'Accueil Individualisé

La régie des deux aires fournit également en fonction des demandes les repas végétariens et les repas sans porc.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal valide l'augmentation des tarifs de cantine conformément aux propositions ci-dessus et ce, à compter du 1er octobre 2020.

Rappel de l'agenda :

- ✚ Commission des finances le mercredi 7 octobre 2020
- ✚ Conseil Municipal le mardi 13 octobre 2020

Questions ou remarques diverses

Madame Isabelle Stievenard demande à Monsieur le Maire si une action est prévue concernant la dangerosité de la route de Saint-Cyr. Les riverains sont mécontents et l'expriment d'ailleurs avec la pose de panneaux en carton rappelant la vitesse à respecter.

Monsieur Le Maire répond qu'il est prévu de rencontrer les administrés de la commune sous forme de réunions de quartier et de travailler les problématiques rencontrées afin de tenter d'apporter des solutions concrètes même si, en matière d'incivilités, cela reste difficile.

IL va de même pour les difficultés de circulation rencontrées devant le bar-tabac de la rue Abbé Bellemin.

La séance est levée à 21h15.